

Amnesty International, Broederlijk Delen, CAFOD, CCFD-Terre Solidaire, Christian Aid, Cordaid, Diakonia, Défense des enfants - International, Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, ICCO, IKV/Pax Christi Pays-Bas, Medical Aid for Palestinians, medico international, Pax Christi International, Rehabilitation and Research Centre for Torture Victims, War Child.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Mme Ashton doit se rendre à Gaza. *Appel lancé à la veille de la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE*

Bruxelles, le 4 mars 2010 - Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) et la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères doivent faire valoir leur droit de se rendre dans la bande de Gaza, ont déclaré 17 organisations européennes de développement et de défense des droits humainsⁱ à la veille de la réunion informelle (Gymnich) des ministres européens des Affaires étrangères à Cordoue les 5 et 6 mars 2010.

Ces organisations engagent les ministres à adopter une position commune et à refuser de se plier à la récente pratique d'Israël qui refuse l'entrée de Gaza aux hauts représentants étrangersⁱⁱ, et à mettre un point d'honneur à se rendre à Gaza à chacune de leur visite en Israël et territoires palestiniens occupés. Elles invitent plus particulièrement la haute représentante Catherine Ashton à se rendre à Gaza lors de son premier déplacement au Moyen-Orient à la mi-mars, afin qu'elle constate les effets dévastateurs sur la population civile du blocus imposé depuis deux ans et demi à la bande de Gaza.

Lors de cette réunion informelle, les ministres européens des Affaires étrangères débattront du processus de paix au Moyen-Orient et du blocus, un peu plus d'un an après l'offensive militaire israélienne contre Gaza. Les maisons, les entreprises, les écoles, les hôpitaux et les infrastructures civiles de première nécessité, tels que les réseaux d'eau et d'électricité, sont toujours en ruines, Israël empêchant les importations de matériaux de construction dans Gaza.ⁱⁱⁱ

Les organisations se félicitent de la déclaration de l'UE, en décembre 2009, qui appelait de ses vœux une « ouverture immédiate, durable et sans condition de points de passage [vers] Gaza ». Toutefois, elles ajoutent que l'UE doit traduire ces paroles en actes en acceptant de prendre la tête de la communauté internationale en vue de mettre fin au blocus. L'UE doit également confirmer la suspension de l'amélioration de ses relations avec Israël, tant qu'Israël n'aura pas véritablement progressé en matière de respect des droits humains et du droit international, ce qui doit englober les mesures relatives au blocus de Gaza.

« Il semble qu'Israël s'efforce de dissimuler au monde ce qui se passe à Gaza. La haute représentante Catherine Ashton et les ministres européens doivent se rendre sur place afin de se rendre compte de la situation dramatique des habitants de Gaza, frappés de plein fouet par le blocus et dans l'incapacité de partir. L'UE ne peut accepter qu'Israël interdise à ses plus hauts représentants de se rendre à Gaza pour contrôler l'affectation à des projets humanitaires vitaux des millions d'euro versés par les contribuables européens », a indiqué Janet Symes, responsable de la région Moyen-Orient à Christian Aid.

« Il est temps que l'UE demande fermement que les droits humains et le droit international soient au cœur du processus de paix au Moyen-Orient. Le blocus est une sanction collective imposée à toute la population civile. Ce sont les plus vulnérables, notamment les jeunes enfants, qui en pâtissent de manière disproportionnée », a conclu Nicolas Beger, directeur du Bureau européen d'Amnesty International.

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec les personnes suivantes :

- Amnesty International : Rikard Jozwiak, Bureau européen, +32 2 5482773, rjozwiak@aieu.be
- CCFD-Terre Solidaire : Emmanuelle Bennani, +33 664 752 223

- FIDH : Catherine Absalom (Bruxelles), + 32 2 609 44 23 ; Karine Appy (Paris), + 33 1 43 55 14 12 ou + 33 1 43 55 25 18.
- Aldine Furio, +33 668 121 153, aldine.furio@crisisaction.org

Notes aux rédacteurs :

ⁱ Amnesty International, Broederlijk Delen, CAFOD, CCFD-Terre Solidaire, Christian Aid, Cordaid, Diakonia, Défense des enfants - International, Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, ICCO, IKV/Pax Christi Pays-Bas, Medical Aid for Palestinians, medico international, Pax Christi International, Rehabilitation and Research Centre for Torture Victims, War Child.

ⁱⁱ Le gouvernement israélien justifie sa nouvelle politique d'interdiction de toutes les entrées en affirmant que la présence de hauts représentants étrangers donnerait au régime du *Hamas* une certaine légitimité. Cependant, plusieurs ministres européens des Affaires étrangères et du Développement, des commissaires européens et l'ancien haut représentant de l'UE Javier Solana se sont rendus à Gaza après l'arrivée au pouvoir du *Hamas* en 2007, avant que le gouvernement israélien ne commence à interdire ces visites. Aucune rencontre ni aucun contact avec le *Hamas* n'a eu lieu en ces occasions. En 2009, ces visites de haut niveau ont été bloquées, le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner, ainsi que ses homologues turc Ahmet Davutoglu et irlandais Michael Martin n'ayant pas été autorisés à se rendre à Gaza. Le ministre irlandais s'est rendu à Gaza depuis l'Égypte, via le poste-frontière de Rafah, la semaine dernière. L'UE et ses États membres donnent plusieurs centaines de millions d'euro à Gaza chaque année, pour financer l'aide humanitaire, épauler les familles vulnérables, cofinancer les salaires des employés de l'Autorité palestinienne à Gaza, et soutenir et cofinancer l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) – cet office gère des écoles et des hôpitaux pour les réfugiés palestiniens qui constituent plus des trois-quarts de la population de Gaza.

ⁱⁱⁱ Pour en savoir plus, consulter le rapport *Failing Gaza: No rebuilding, no recovery, no more excuses* (décembre 2009), disponible sur demande pour les journalistes.